

C O N F É R E N C E - C E I M



Conférence du 24 novembre
En collaboration avec l'Observatoire des Amériques

QUATRIÈME SOMMET DES AMÉRIQUES : BILAN ET PERSPECTIVES

*Notes pour une allocution de Mme Sarah Fountain Smith
Directrice, Brésil, cône sud et affaires interaméricaines
Affaires étrangères Canada
le Jeudi 24 novembre 2005
à l'Université du Québec à Montréal*

SARAH FOUNTAIN SMITH



Centre Études internationales et Mondialisation
Institut d'études internationales de Montréal
Université du Québec à Montréal
C.P. 8888, succ. Centre-ville,
Montréal, H3C 3P8

Tel : (514) 987 3000 # 3910
<http://www.ceim.uqam.ca>

DÉCEMBRE 2005

Je tiens tout d'abord à remercier l'Université du Québec à Montréal pour cette invitation. C'est un réel plaisir d'être ici aujourd'hui pour échanger sur les enjeux hémisphériques et pour renforcer le partenariat qui existe entre l'UQAM et Affaires étrangères Canada. La poussière commence à peine à se tasser à Mar del Plata et le moment est propice pour analyser ce Quatrième Sommet des Amériques.

Je souhaite aujourd'hui vous offrir un aperçu du Quatrième Sommet des Amériques du point de vue du Canada, en particulier au chapitre des objectifs énoncés par le gouvernement du Canada et le Premier ministre Martin avant le Sommet concernant notre mission à Mar del Plata. Il me fera ensuite plaisir d'échanger avec vous et de répondre à vos questions.

Pour quelqu'un qui a suivi le Sommet dans les médias, Mar del Plata portait essentiellement sur des démonstrations publiques contre le président Bush et la polarisation concernant l'avenir de la ZLEA. Ces aspects étaient certainement présents en Argentine. Cela dit, pour le Canada, le Sommet n'était pas un événement à vocation unique. La ZLEA est un élément - et un élément important - mais seulement un élément d'une démarche globale énoncée dans le programme équilibré entériné au Sommet de Québec en 2001. Ce programme s'articule autour de trois axes : démocratie, prospérité et égalité.

Le Quatrième Sommet avait pour thème : « créer des emplois pour combattre la pauvreté et renforcer la gouvernance démocratique »; la Déclaration de 75 paragraphes et le Plan d'action de 71 paragraphes englobent une gamme d'enjeux liés à ce thème.

Un des objectifs du Canada en vue du Quatrième Sommet consistait à assurer la continuité du processus du Sommet. Pour le Canada, les Sommets des Amériques offrent une occasion unique de se pencher sur les éléments prioritaires hémisphériques au plus haut niveau, soit celui des chefs d'état et de gouvernement. À la différence d'autres pays, nous ne participons pas au processus du Sommet ibéro-américain, et nous ne faisons pas partie du Mercosur ou d'autres forums régionaux. Le Sommet des Amériques est donc notre seule fenêtre sur l'hémisphère au niveau des dirigeants.

Il est important de le mentionner parce que les Amériques constituent notre région, celle à laquelle

nous sommes liés sur le plan de la géographie, de l'environnement, des valeurs et de l'économie. C'est dans cette optique que le Canada a adhéré à l'OEA en 1990 et, depuis, nous sommes demeurés un membre actif du processus hémisphérique.

À la lumière des événements qui ont conduit à Mar del Plata, on s'est inquiété à juste titre du fait que les tensions hémisphériques actuelles, conjuguées au phénomène de "cumbritis" (lassitude du Sommet), fassent en sorte que le Quatrième Sommet devienne le dernier. Le fait que Trinité-et-Tobago et la Colombie aient offert d'accueillir le prochain Sommet, bien que la date ne soit pas encore déterminée, constitue donc un développement positif pour le Canada.

Un autre objectif que poursuivait le Canada et qui s'est réalisé est l'adoption d'une Déclaration des dirigeants sur Haïti. L'hémisphère a souvent été divisé sur Haïti, et le fait que tous les pays de l'hémisphère aient reconnu, à travers cette déclaration, l'importance du processus électoral en cours en Haïti est une réussite pour le Canada. Nous nous y sommes pris à l'avance pour consulter les autres pays et obtenir leur appui en faveur de la Déclaration. Cette approche a porté fruit et le document adopté exprime le soutien de l'hémisphère pour les efforts du gouvernement de transition, les Nations Unies (particulièrement la MINUSTAH) et l'OEA afin de développer un environnement stable et sécuritaire pour la tenue d'élections libres et démocratiques. La déclaration fait aussi appel à un appui soutenu et à long terme de la communauté internationale.

À Mar del Plata, nous avons également été en mesure d'assurer l'inclusion dans les documents du Sommet de références à la grippe aviaire et au changement climatique. Ces questions, que le premier ministre Paul Martin avaient identifiées comme étant prioritaires pour le Sommet, démontrent l'importance de la coopération hémisphérique pour lutter contre des menaces à la sécurité qui ne connaissent pas de frontières.

Parmi les résultats des efforts que le Canada a déployés, mentionnons la section du Pan d'action dans laquelle les gouvernements des pays qui n'ont pas encore de plans nationaux pour les épidémies de grippe et de grippe aviaire s'engagent à concevoir de tels plans avec l'appui de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) d'ici à 2006. Dans le Plan d'action, les dirigeants s'engagent aussi à établir un cadre institutionnel plus solide, notamment en matière de

développement intégré et durable. Le Plan d'action contient une référence à la conférence de l'ONU sur le changement climatique qui se tiendra ici même à Montréal en décembre.

Les documents du Sommet font également référence aux groupes vulnérables de l'hémisphère. La Déclaration et le Plan d'action contiennent une prise de position ferme sur l'égalité entre les sexes, la jeunesse et les Autochtones. Le paragraphe 31 de la Déclaration est particulièrement important. Les chefs d'État y déclarent qu'ils doivent «créer les conditions nécessaires pour faciliter l'accès des autochtones au travail décent et à des conditions de vie qui permettent de vaincre la pauvreté, l'exclusion et les inégalités sociales».

Il était selon nous essentiel que le Sommet reconnaisse les enjeux autochtones dans le contexte du Sommet, puisque ce sont eux qui sont les plus durement touchés par la pauvreté dans notre hémisphère. Le Canada a également fait en sorte que les résultats du Deuxième Sommet des peuples autochtones des Amériques (Buenos Aires, 27-29 octobre 2005) soient mis en évidence. Nous avons reçu une rétroaction positive concernant les documents du Sommet lorsque nous avons rencontré les représentants autochtones canadiens récemment.

L'intégration de différentes propositions de la société civile dans la Déclaration et le Plan d'action est un autre élément que nous considérons comme positif. Les documents du Sommet incluent les propositions de la société civile canadienne en matière de sciences et technologie, de corruption, d'égalité des sexes, de droits humains, ainsi que sur les peuples autochtones et sur d'autres enjeux importants. Cette inclusion des propositions de la société civile dans les documents du Sommet ont pour effet de les renforcer et de leur donner plus de crédibilité auprès de la société civile.

La question de la mise en œuvre des mandats du Sommet, ou le problème des « mandats sans budget » est une autre question qu'il nous tenait à cœur de voir progresser. Bien que la délégation canadienne ait insisté pour l'obtention de mandats clairs et mesurables avec des indicateurs de rendement, des échéances pour la mise en œuvre et des mécanismes d'évaluation, les résultats dans le Plan d'action sont mitigés.

Le fait que le Plan d'action soit divisé en sections qui indiquent si les engagements sont nationaux,

hémisphériques ou s'ils émanent d'organisations internationales, est un développement positif. Le Plan d'action a toutefois été élaboré au pied levé par deux groupes de travail séparés et le contenu comporte des lacunes (tous les points sur lesquels on ne s'était pas entendus ou qui n'ont pas été examinés lorsque le temps a été écoulé ont été retirés); il reste encore beaucoup de travail à accomplir pour déterminer comment procéder à la mise en oeuvre des mandats du Sommet et mesurer les progrès accomplis. Nous effectuerons un suivi avec l'Argentine, qui conserve la présidence du processus du Sommet, pour clarifier les prochaines étapes de l'examen des mandats qui découlent du Sommet de Mar del Plata.

En dernier lieu, je parlerai brièvement de la ZLEA. Comme vous le savez, la ZLEA a donné lieu à un débat passionné à Mar del Plata, un débat qui se faisait attendre depuis longtemps. L'objectif du Canada, qui consistait à obtenir un engagement hémisphérique renouvelé aux négociations de la ZLEA, ne s'est pas concrétisé. Cela est en partie à cause de l'état présent des relations hémisphériques et de l'incertitude actuelle entourant les discussions portant sur les échanges commerciaux internationaux, en particulier la réunion de l'OMC à Hong Kong en décembre.

Nos discussions sur la ZLEA ont donné lieu à une division de 29-4-1, donc 29 pays qui maintiennent leur engagement en faveur de la réalisation d'un accord relatif à la ZLEA. La position du Venezuela contre la ZLEA n'a étonné personne, puisqu'une réserve avait déjà été émise sur les paragraphes portant sur la ZLEA lors du Sommet de Québec en 2001.

Le MERCOSUR a pour sa part exprimé son désir d'évaluer les résultats de la réunion ministérielle sur le commerce de Doha à Hong Kong le mois prochain, et de poursuivre le dialogue hémisphérique de la ZLEA. La ZLEA n'a pas été rejetée; le message du MERCOSUR est "attendons, et nous verrons bien".

La ferme détermination que les 29 autres pays ont démontrée en vue de reprendre les négociations sur une ZLEA le plus tôt possible a suscité de l'étonnement et de l'encouragement. L'engagement inébranlable de la CARICOM à l'égard de la ZLEA a été particulièrement important.

Lors de son discours inaugural et des assemblées plénières, le premier ministre Paul Martin a mis

l'accent sur la contribution que peuvent apporter des échanges commerciaux plus libres et plus équitables au chapitre de l'allégement de la pauvreté, de la création d'emplois, de la prospérité et du développement social. Il a parlé de la nécessité pour le Canada de commercer pour survivre, étant donné sa petite population. Le commerce nous a permis de développer notre capital humain et de tisser un filet social qui sont tous deux essentiels au développement.

La question de déterminer comment aborder la ZLEA dans la Déclaration a été réglée grâce à l'adoption d'une formulation de compromis, proposée par le ministre Pettigrew, établissant les points de vue de Mercosur et de la majorité, et convoquant une réunion des agents responsables des échanges commerciaux en Colombie en 2006 pour examiner les prochaines étapes de la ZLEA dans le contexte des conclusions ministérielles de l'OMC de décembre 2005.

Du point de vue du Canada, le bilan du Sommet est positif. Malgré un manque de progrès sur la ZLEA, cet enjeu n'a pas été évacué du programme hémisphérique et les positions nationales sont maintenant très claires.

Malgré un processus de négociation difficile, qui a mené à un Plan d'action comportant des lacunes, le libellé des documents du Sommet mise sur le programme équilibré que les pays de l'hémisphère pourront faire progresser jusqu'au prochain Sommet.

Ce qui est encore plus important, le Quatrième Sommet des Amériques a été un message de relance pour l'hémisphère. Les chefs et les délégations ont maintenant pris conscience du fait que notre région perd en cohésion et en unité à un moment où, plus que jamais, nous devons faire front commun pour aborder des défis hémisphériques.

À Mar del Plata, le sentiment que nous avons à Québec d'appartenir à une «Gran Familia» avait diminué. Des divisions avaient déjà commencé à se faire sentir après le Sommet de Québec, ce qui est une des raisons pour lesquelles le Canada a suggéré l'organisation du Sommet extraordinaire de Monterrey de 2004, mais l'ampleur du glissement nous apparaît maintenant très clairement.

Dans ce contexte, Mar del Plata a également démontré que des pays modérés tels que le Canada peuvent jouer un rôle rassembleur important dans l'hémisphère, et identifier nos objectifs communs

à l'intérieur du programme hémisphérique équilibré de gouvernance démocratique, d'équité sociale et de prospérité. Dans cette période exigeante sur le plan des relations hémisphériques, l'identification de points de consensus, lorsque cela est possible, sera essentielle pour maintenir une certaine cohésion au sein l'hémisphère.

Au cours des prochains mois, nous allons également travailler à la mise en oeuvre des mandats du Sommet, qui est un volet plus discret du processus des Sommets, mais dont vous connaissez l'importance.

À cet effet, un point important qui doit encore être réglé est la question du rôle de l'OEA dans la mise en œuvre des mandats du Sommet et la question connexe de la situation financière alarmante de l'OEA. Cet enjeu gagnera en importance à l'approche de l'assemblée générale extraordinaire sur le budget de l'OEA en janvier.

Merci.